ECONOMIE ET SI ON LIBÉRALISAIT LE SMIG ?

TELQUEL

TEL QUEL

12

N°171 ● Du 9 au 15 avril 2005

LE MAROC TEL QU'IL EST

DOCUMENT

HASSAN II ET LES POLITIQUES

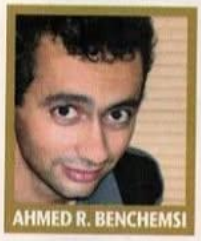
Histoire d'une déchéance

A l'indépendance, le Maroc regorgeait d'hommes d'Etat. Un règne plus tard, il ne compte plus que des politiciens vaincus, asservis, parfois humiliés. Grâce à des témoignages inédits, *TelQuel* reconstitue 40 ans de décadence politique.

Plongée dans le passé, pour mieux comprendre le présent.

Édito

Quand Sidna passe



AHMED R. BENCHEMSI

Il y a une semaine, Sa Majesté devait assister à une manifestation au profit des handicapés à Casablanca. Bravo, tant mieux pour les handicapés. Mais tant pis pour le reste du monde. Parce que pour faire sa bonne action, Sa Majesté a traversé tout Casa. Un vendredi entre midi et deux, en pleine heure de pointe. Le centre-ville a été paralysé plusieurs heures avant le passage du roi, et il l'est resté jusqu'à ce qu'il passe. Des milliers d'automobilistes ont été bloqués interminablement, des dizaines de milliers de rendez-vous ont été reportés, autant d'enfants sont arrivés en retard à l'école, ou y sont restés sans déjeuner en attendant leurs parents qui n'arrivaient pas, la prière du vendredi a été sérieusement perturbée, etc. Quant à ceux qui ont la malchance d'habiter sur le parcours royal, ils ont (au mieux) garé leur voiture à 10 pâtés de maison de chez eux. On imagine la course pour déjeuner, puis repartir au boulot – crise de nerfs en prime.

Les forces de l'ordre ? Comme d'habitude, elles étaient présentes, tous corps confondus, et en surnombre… S'occupaient-elles de la foule chauffée à blanc, paraient-elles aux cas d'urgence, prévoyaient-elles des voies de sortie ? Pas du tout ! Selon l'expression d'un policier chargé d'évacuer les abords d'une école (!) "hna kheddamin mâa Sidna" (on travaille pour Notre Seigneur). Et ses ouailles ? Qu'elles crèvent ! Un accouchement imminent, un cas d'urgence clinique ? Bloqués, comme tout le monde ! Quant à ceux qui circulent – difficilement, sur des voies adjacentes hyper engorgées – ils pouvaient violer toutes les lois qu'ils voulaient (les témoignages abondent) : parler au téléphone, ne pas porter la ceinture, doubler sur des lignes continues… L'important était de dégager la voie, et m… à la sécurité !

Tout cela se produit périodiquement, et périodiquement, on peste, on enrage, on trépigne… puis on oublie. Et ça recommence, à la première occasion. Pour une fois, prenons date, et dénonçons avec force. Faisons aussi sauter – c'est l'occasion – une hypocrisie très commune : "*le roi n'est pas au courant de tout cela*". On veut bien croire qu'il ne participe pas aux briefings policiers précédant ses déplacements, mais enfin, il a ses yeux pour voir. S'imagine-t-il sérieusement que traverser tout Casa un vendredi à midi 45, seul sur des avenues à 4 voies, se fait sans dommage pour ses sujets ? N'y pense-t-il tout simplement pas ? Où est passé ce jeune roi citoyen "qui s'arrêtait aux feux rouges" ?!

> Un cortège royal peut être raisonnablement sécurisé sans perturber toute une métropole.

S'occuper des handicapés, c'est bien. S'assurer que les gens sont respectés, ce serait mieux. Un cortège royal peut être raisonnablement sécurisé sans perturber toute une métropole. Mais le Makhzen a la peau dure, et chaque déplacement royal est une occasion, pour les forces de l'ordre, de mépriser les gens en toute impunité. Au nom de Sidna qui passe. Eh bien Sidna devrait distribuer quelques ordres bien sentis. Parce que ces attitudes, elles, ne passent plus.

DOSSIER

PAR KARIM BOUKHARI
ET DRISS KSIKÈS

HASSAN II ET Histoire d

Ahmed Osman (1er à gauche), Mahjoubi Aherdane (2ème), Mhamed Boucetta (4ème) et Abderrahim Bouabid (5ème)

HASSAN II LES A LONGTEMPS HUMILIÉS, ET ILS L'ONT SOUVENT CHERCHÉ.

Même à gros traits, ce schéma résume bien 40 ans de rapports de forces entre la monarchie et la classe politique. Et explique en bonne partie l'indigence actuelle des partis et leur désarroi, encore plus palpable depuis la disparition de leur maître.

LA CLASSE POLITIQUE
'une déchéance

"Ses jours sont comptés. Politiquement, il ne nous sert plus à rien. Financièrement, il a géré le parti comme une propriété privée". Celui qui s'exprime en ces termes est un ancien ministre du RNI. Sa cible n'est autre que son mentor, Ahmed Osman, président du parti bleu. Le parti qui a fourni le plus grand nombre de ministres et d'élus, depuis sa création en 1977, est en crise ouverte. Une lettre confidentielle écrite par l'un de ses fondateurs dresse un tableau sombre : *"Pas de locaux régionaux au nom du parti, des élus livrés à eux-mêmes, un président qui fait des déclarations à l'emporte-pièce, etc"*. Un audit interne est même en cours d'exécution.

HASSAN II ET LES POLITIQUES
HISTOIRE D'UNE DÉCHÉANCE

"Nous ne voulons pas éjecter le président, mais il détient tout le patrimoine du parti et sa femme risque de se l'approprier", confie sérieusement ce RNIste abattu. Le parti touche le fond. Osman ne bénéficie plus de l'état de grâce qui était le sien tout au long du règne de Hassan II (normal, il était son beau-frère). Aujourd'hui, c'est un leader politique comme les autres, quelqu'un qui, faute d'avoir des entrées directes au Palais, n'a plus les moyens de placer les hommes de son choix aux plus grands postes de responsabilité de l'Etat. D'où la gronde de ses nombreux poulains dont certains rêvent, désormais, de le balancer du train…

L'UC est à peine mieux lotie. Le parti dirigé par Mustapha Abied n'arrête pas d'annoncer son congrès sans pouvoir le tenir. Il est, de l'aveu même de ses dirigeants, *"en crise d'identité"*. Rien de bien grave, si ce n'est la longévité de la crise qui dure depuis 1997, année où son fondateur, Maâti Bouabid, a rendu l'âme. *"Nous ressemblons,* dit ce dirigeant du parti, *à une équipe de foot qui a bouclé avec succès sa première mi-temps et qui n'arrive plus à sortir du vestiaire (depuis 8 ans !) pour entamer la 2ème mi-temps"*. L'UC, aujourd'hui, est un parti sans ministre, sans identité, qui ne pèse même plus au sein de l'opposition parlementaire, et qui renie de plus en plus ouvertement une partie de ses figures emblématiques (les Amalou, M'hamdi Alaoui, Msioui, Jalal Essaïd, Kemmou, etc.) dont les activités partisanes sont pour la plupart gelées.

À l'autre bout de l'échiquier politique, l'USFP, malgré ses ministres et sa légitimité historique, a du mal à peser autant que par le passé, au moment où le parti n'était pourtant pas aux affaires. Son 7ème congrès, attendu l'été prochain, ressemble à un virage dangereux. Vers où iront El Yazghi et ses hommes, dont le positionnement idéologique a été faussé depuis l'alternance ? La même question se pose pour l'Istiqlal, où Abbes El Fassi fait l'unanimité contre lui et ne semble plus défendre que son portefeuille de ministre d'Etat. Que dire encore du PND de Abdellah Kadiri, du FFD de Thami Khyari, du MDS de Mahmoud Archane et de tous ces partis dont le nombre des élus varie d'un jour à l'autre, selon les aléas de la transhumance parlementaire ? Aucun n'est mieux loti que l'autre. *"C'est pire que là où j'étais"*, confie cet élu nouvellement débarqué au MP en provenance du RNI. La déliquescence de la classe politique, si elle obéit à une certaine conjoncture liée au présent (*"Nous ne recevons plus de signaux directs, Mohammed VI n'est pas Hassan II et El Himma n'est pas Basri"*, entend-on dire chez plusieurs dirigeants politiques), n'en puise pas moins ses origines dans l'histoire du Maroc indépendant : celui de la soumission/humiliation continuelle des principales figures politiques de ce pays. Retour sur une histoire qui n'est pas près de s'arrêter.

Le multipartisme contrôlé (1956 - 1975)

En écrasant facilement la concurrence du PDI (le parti de la Choura), l'Istiqlal fait pratiquement office de parti unique. À l'indépendance, les amis de Allal El Fassi pèsent et dirigent le pays autant que le Palais. Un Abderrahim Bouabid par exemple, en arrive même, grâce à ses entrées directes auprès de Mohammed V, à provoquer des crises de jalousie chez le très actif prince héritier de l'époque : Moulay Hassan. Ce dernier défend une ligne directrice, qui ne changera jamais, et qui consiste à consolider le trône (et le pouvoir) de la monarchie. Quel qu'en soit le prix. Début 1958, comme nous raconte ce témoin de l'époque, Moulay Hassan provoque une réunion, à la Maâmora, avec des anciens de l'armée française (dont Oufkir, l'aide de camp de Mohammed V) et des membres des FAR. Le prince et les officiers passent en revue les possibilités d'écarter manu militari l'Istiqlal. Mais plutôt que de choisir la force, avec le risque d'un soulèvement populaire, le prince, conseillé par Ahmed Réda Guédira, opte pour la création d'un nouveau parti. Le Palais choisit "le pluralisme" comme arme de division. C'est ainsi que le "projet " MP (mouvement populaire) voit le jour. Il est logiquement confié à deux hommes proches des militaires : le tandem Abdelkrim Khatib – Mahjoubi Aherdane. Le MP, première création pure du Palais, voit le jour et son S.G Aherdane le cumule avec le portefeuille de ministre de la Défense. Dans le même temps, Moulay Hassan encourage subtilement Abderrahim Bouabid et Abdellah Ibrahim à pousser jusqu'au bout la fronde qu'ils mènent au sein de l'Istiqlal : les deux hommes, aidés de Mahjoub Benseddik, Fqih Basri et, surtout, Mehdi Ben Barka, créent ainsi l'UNFP en 1959. En un an à peine, l'Istiqlal a pris deux coups durs dont il ne se remettra jamais. Mais l'UNFP, au départ aidé par la puissante centrale syndicale de l'UMT, en vient rapidement à menacer, à son tour, le pouvoir de la monarchie. Le prince, toujours aidé de son ami et mentor libéral Guédira, provoque la chute du premier gouvernement nationaliste dirigé par Abdellah Ibrahim. Le Hassan II qui monte sur le trône se retrouve avec plusieurs laits sur le feu. Il renforce son pouvoir personnel en se nommant lui-même à la tête du gouvernement, prépare une Constitution (scellée en 1962) pour légitimer définitivement la monarchie, et surveille de très près l'UNFP. Pour parer à toute surprise, aux élections de 1963 (les premières dans l'histoire du pays), Hassan II se concerte avec un Guédira omnipotent. Les deux hommes imaginent le concept du FDIC (front de défense des institutions constitutionnelles), un véritable OVNI politique. Sans être réellement un parti, le "front" qui regroupe le MP, le PDI et les li-

HASSAN II : "BOUABID VEUT UN CHOC PSYCHOLOGIQUE ? IL AURA UN ÉLECTROCHOC !"

béraux, se présente aux élections de 1963. Il en sort ex-aequo avec l'Istiqlal et l'UNFP, fournit ministres et députés, avant de retourner au néant, sa mission étant terminée. Hassan II peut d'autant mieux gouverner que les complots de 1963, dont l'élaboration n'a jamais été clairement établie, lui permettent de condamner la plupart des dirigeants de l'UNFP à la prison ou à l'exil. *"Il a dramatisé pour avoir une plus grande marge de manœuvre"*, commente ce chevronné de la politique. En Août 1964, Guédira, perçu de plus en plus dans l'entourage du roi comme un "homme à tout faire", est déchu de ses hautes responsabilités au Palais. Il était contre la création d'une cour d'exception. Les sécuritaires, Oufkir en tête, profitent de l'éviction du libéral du sérail, devenu chef de la diplomatie. Crise gouvernementale aidant, Hassan II décide, sans faire de référence explicite au soulèvement de mars 1965, de décréter l'état d'exception. Le Parlement est dissout, Hassan II gouverne à lui seul, les partis sont réduits à hiberner.

Jusqu'en 1971, date du premier putsch militaire contre Hassan II, celui-ci cultive des rapports ambigus avec ce qui reste de la classe politique. À l'UNFP, sa "source" privilégiée reste Bouabid, avec qui les contacts se font directement, ou en passant par Mohamed Aouad, son ami de Salé. Bouabid est si familier du Palais que le fqih Basri, de son exil, rappelle que *"Bouabid est avant tout ould leqsar (fils du Palais)"*, alors qu'un Ben Barka, de son vivant, estimait, non sans arrières-pensées, que *"Bouabid devait apprécier les femmes (du Palais)"*. Mais les rapports entre le roi et le leader socialiste ne sont pas si simples. Cette anecdote : *"Un jour,* raconte cet observateur, *Hassan II a donné son numéro de téléphone à Bouabid en l'autorisant à l'appeler à tout moment. Bouabid choisit de ne pas se servir de ce numéro de téléphone, de peur d'être humilié par le roi. Il lui dit, d'ailleurs : tu veux que je m'assoie (moi aussi) dans l'antichambre comme Guédira ?"*. Le courant n'est

"Hommes-tampons". Qui "tenait" qui

Pour gérer la relation avec les partis, les façonner, les secouer, les amadouer, le roi Hassan II a toujours eu des hommes relais, qui traitent individuellement avec des acteurs politiques clés, sur une base d'affinités, régionales voire tribales, et parfois idéologiques. Voici les intermédiaires les plus notoires d'une ère révolue qui laisse des traces.

Ahmed Réda Guédira. Libéral, anti-istiqlalien et ami proche de Hassan II, il joue un rôle déterminant dans la destitution du gouvernement dirigé par Abdellah Ibrahim (UNFP). Il cumule en 1962 les postes de directeur général du cabinet royal, de ministre de la Défense et de l'Agriculture et de dirigeant du FDIC (Front démocratique des institutions constitutionnelles). Lorsqu'il devient conseiller du roi, après les deux attentats de 71 et 72, il passe pour être l'architecte du "processus démocratique" (c'est du moins ainsi qu'il l'appelait). Avant 1984, il est le concepteur des fameux "partis de l'administration" et principalement de l'Union constitutionnelle (UC) de Maâti Bouabid. Avec la montée en puissance de Driss Basri, jusque là exécutant de ses orientations, ses pouvoirs sont cantonnés puis réduits petit à petit, jusqu'à sa mort en 1995.

Driss Slaoui, pour sa part, est directeur du cabinet royal en 1962. Sa proximité avec Mohamed Lahbabi (UNFP) fait de lui un intermédiaire de second rang. Directeur général de ce même cabinet entre 1969 et 1971, il sonde plus fortement les intentions et les orientations du premier parti d'opposition. Après 1977, devenu conseiller royal, il devient l'une des courroies de transmission des griefs de Bouabid, de moins en moins reçu par le roi en tête à tête.

Mohamed Oufkir. Au début de l'indépendance, cet ancien militaire français n'a pas d'intérêt pour les partis politiques mais a le mouvement national en horreur. Sa proximité ethnique avec Mahjoubi Aherdane (autrefois son compagnon de guerre) lui a permis de rivaliser, en termes d'influence, avec Guédira. Une fois que ce dernier eut quitté ses responsabilités, en 1964, Oufkir pèse lourdement dans la décision d'instaurer l'État d'exception. Avec sa montée en puissance, au lendemain du premier putsch de 1971, il tisse des relations secrètes avec plusieurs tendances, socialistes et berbéristes.

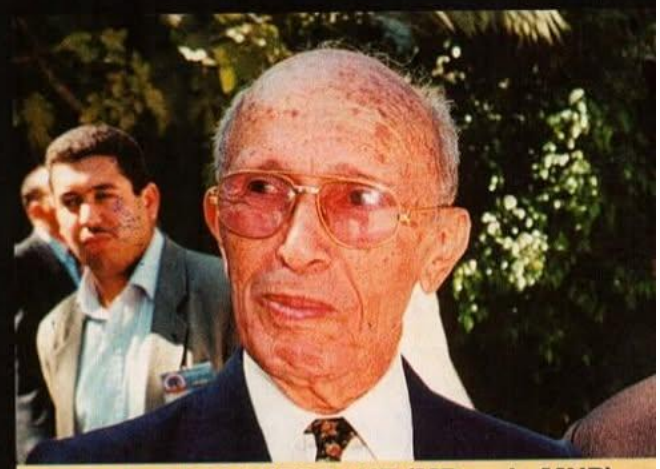
Driss Basri. C'est à partir des élections de 1984 que Driss Basri développe un réseau de clients et d'agents dans les partis fabriqués de toutes pièces (UC, RNI, MP) et d'obligés plus ou moins influents dans les partis de l'opposition (USFP, PPS). À mesure qu'il tisse sa toile dans les communes, le Parlement, il devient un passage obligé pour tout le monde. Certes, des leaders historiques pouvaient avoir un accès direct au roi mais ce dernier tenait à ce que le régulateur soit Basri, de manière à éviter les confrontations..

HASSAN II ET LES POLITIQUES
HISTOIRE D'UNE DÉCHÉANCE

d'ailleurs jamais passé entre Bouabid et Guédira, les deux hommes se sentant, de loin et à des fins certainement distinctes, en compétition devant le roi. Une autre anecdote, rapportée par ce proche de Bouabid : *"Les rapports entre les deux hommes ont toujours été aussi ambigus que complexes. Déjà, du temps du gouvernement Ibrahim, Hassan II, alors prince héritier, avait poussé Bouabid à devenir vice-Premier ministre, chose que ce dernier a refusé en disant : mais vous êtes prince et je suis socialiste"* … À l'Istiqlal, Hassan II a de l'estime mais aussi de l'appréhension à l'égard de Allal El Fassi. Il traite, plutôt, avec M'hamed Boucetta, un autre "fils du Palais" (sa famille a une longue tradition de service du Makhzen). Un seul parti verra le jour, dans cette traversée du désert, c'est le MPDC, nouveau lapin sorti du chapeau de Abdelkrim Khatib en 1967. Une coquille vide maintenue sous contrôle, dont l'usage sera fait, des décennies plus tard, pour la création du PJD…

Le 2ème putsch de 1972 installe le pays dans une paranoia sans précédent. Hassan II coupe les ponts avec Bouabid, soupçonné de connivence avec les putschistes. Un Bouabid qui lance, sans grande conviction, une première Koutla avec l'Istiqlal pour essayer de faire face, enfin, au Palais. Le roi réunit son nouveau staff militaire et lance, mi-menaçant, mi-amusé : *"Mais je ne sais plus ce qu'ils veulent… Bouabid veut un choc psychologique ? Eh bien, il aura un électrochoc !"*. Dans un autre contexte, il commentera, ironiquement ce "mariage catholique" des opposants, demandant : *"Mais qui est l'homme et qui est la femme ?"*. En 1973, le nouveau complot avorté de Moulay Bouazza, imputé à l'UNFP, met davantage la pression sur Bouabid, obligé de se délester de l'aile blanquiste incarnée par le fqih Basri. Une option qui allait se concrétiser, après une validation préalable auprès du Palais, par la création de l'USFP, qui pille son ancêtre l'UNFP et le réduit à un parti fantôme… Hassan II entreprend en parallèle une démarche similaire auprès du PLS, l'ancien parti communiste de Ali Yata, prié de renier son aile gauchiste aux rêves révolutionnaires. Le PPS est ainsi né en 1974 et, avec lui, comme le dit ce militant du parti, *"une nouvelle histoire : celle du communisme monarchiste"*… Ce définitif retour à la raison des socialistes, communistes et nationalistes ressemble bien à une capitulation. Hassan II en profite pour obtenir l'union nationale, sur la question du Sahara qui allait, depuis, continuellement occuper le devant de la scène.

ABDERRAHIM BOUABID (USFP)



MAHJOUBI AHERDANE (MP, puis MNP)

L'élite politique en recomposition (1976 - 1992)

1976 marque le retour de Hassan II à une vie politique "normale". Le roi décide d'organiser, enfin, des élections. *"Des coordinateurs locaux dans chaque province sont priés de recruter des cadres et notables locaux. Dans les grandes villes, cela donne des anciens de l'UNEM rangés, des libéraux. Dans le Nord, des barons du Kif et dans d'autres localités, des caïds convertis"*, confie l'un des recruteurs de l'époque. L'opération est une réussite financée à coups de millions de dirhams par le ministère de l'Intérieur. Les législatives, tenues en 1977, confirment la mascarade : le premier parti (143 sièges sur 260) n'est ni l'Istiqlal, ni l'USFP, ni même le fidèle MP. C'est plutôt ces SAP, candidats sans appartenance qui gagnent aussitôt le nom de "Ahrar". Hassan II, qui désire créer une nouvelle classe politique, décide de transformer les SAP en parti qu'il confie à son Premier ministre Ahmed Osman, le champion de la marocanisation. Osman le technocrate se transforme, du jour au lendemain, en président du premier parti politique du pays, appelé à jouer les équilibristes au gouvernement comme au Parlement (basculant tantôt à droite, tantôt à gauche, ou au centre, selon les désirs royaux). Le melting pot qu'est le RNI est tel que même un Moulay Ahmed Alaoui se retrouve, un moment, au bureau exécutif. Au-delà, *"Osman nous rassemblait parce qu'on savait que l'homme avait ses entrées directes au Palais"*. Mais Osman n'a pas que des amis, notamment parmi les hommes de confiance du roi (les Basri, Dlimi). Et puis, avec ses 143 élus, le RNI ressemble à une baudruche dont le ventre menace d'exploser à tout moment. Lorsque l'équipe nationale de foot perd 5 à 1 face à l'Algérie, en décembre 1979, les élus RNI font bloc contre le budget du ministère de la Jeunesse et des sports. Le Palais réalise que cette majorité devient menaçante. En 1981, le RNI subit ainsi une scission conduite, voire soufflée comme nous l'ont confirmée certaines sources, par Ahmed Dlimi, alors le "héros (militaire) du Sahara". Dlimi, chef de file des a'roubia, reçoit chez lui les dissidents et place des proches, notamment militaires, dans les rangs du nouveau parti. Le PND vit alors son âge d'or qui le conduira aux élections suivantes, celles de 1984, mais qui s'arrêtera net avec la mort suspecte, l'année suivante, de son mentor de l'ombre, Ahmed Dlimi.

Entre-temps, Hassan II entreprend, en 1983, ce qui restera son plus grand projet politique : la création de l'UC. *"Le roi*, se souvient un dirigeant du parti, *voulait créer un parti pour défendre et accompagner les privatisations que le Palais avait décidées. Mais il le voyait grand, ce nouveau parti…"*. Ce n'est pas un hasard si Hassan II fait de nouveau appel à son Premier ministre du moment,

AHMED OSMAN (RNI)

AFP

JALAL ESSAÏD (PND)

AFP

Maâti Bouabid, pour concrétiser le projet. Bouabid est un ancien de l'UNFP, resté très proche des milieux syndicalistes à Casablanca, notamment de l'UMT. *"Pour Hassan II, l'UC devait être à la droite ce que l'UNFP a été à la gauche. Un grand parti fédérateur tirant sa force de l'UMT"*. Le nom, Ittihad addoustouri par référence aux origines ittihadies de Maâti Bouabid, et le siège, à Casablanca pour rester près de l'UMT, témoignent de cette ambition. Comme le RNI ou le FDIC, hier, l'UC devient à son tour le parti numéro un du pays. Mais il rate son objectif d'adouber l'UMT, malgré sa connivence avec le numéro 2 de la centrale, Mohamed Abderrazak (Mustapha Abied, actuel S.G de l'UC, est d'ailleurs un ancien poulain de Abderrazak)…

Avec l'UC, le RNI, et accessoirement le PND, sans oublier le MP, Hassan II dispose de suffisamment de possibilités "démocratiques" pour tourner le dos à l'USFP, à l'Istiqlal, au PPS et à l'OADP. Le roi est plus que jamais en position de force. C'est désormais Driss Basri, le nouvel homme à tout faire du Palais, qui garde les contacts avec les "opposants", qu'ils soient socialistes ou istiqlaliens. Basri voit les uns et les autres, chez lui, (les Oualalou, Radi, Malki, Louafa, etc.) pendant que le roi leur ferme sa porte. Celui qui en souffre le plus est, une fois de plus, Abderrahim Bouabid. Ce dernier pensait forcer la main du roi en 1981 en lançant une grève générale, en provoquant une crise au Parlement (15 usfpéistes protestent contre le port de la djellaba) et en critiquant le choix royal du référendum. Réaction brusque, le roi l'expédie en prison à Missour. Une nouvelle humiliation frappe encore Bouabid

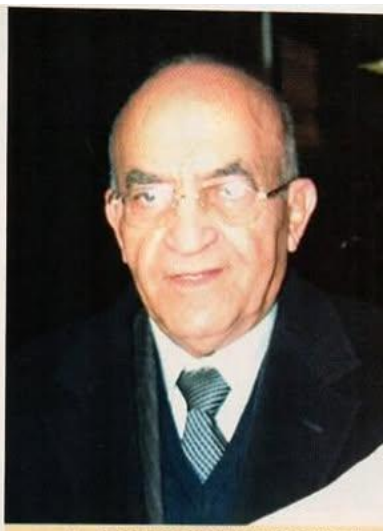
"Nouvelle ère" L'impasse consacrée

"*Lui, c'est lui. Moi, c'est moi*". La phrase-testament de Hassan II s'applique merveilleusement bien à la gestion des partis politiques par le nouveau monarque . Listons les différences. Contrairement à son père, Mohammed VI n'entretient pas de relations particulières ni même familières avec les dirigeants de partis (fossé générationnel oblige) et s'abstient de leur faire parvenir la moindre instruction directement. *"Il n'en a plus besoin*, estime le secrétaire général de Fidélité à la démocratie, Mohamed Sassi. *Ils se sont presque tous alignés sur la ligne de conduite dictée par le Palais et ont accepté que l'orientation politique générale leur échappe"*. Deuxième signe distinctif, il n'a pas trouvé nécessaire d'ordonner des négociations secrètes préélectorales ni même postélectorales en 2002. Mais faute de discussions de salons sur les quotas (comme au temps de Basri), Driss Jettou a mené pas à pas les discussions sur les règles de jeu à respecter. Unique point de discorde, les tractations secrètes avec le PJD, menées par Fouad Ali El Himma, pour les inciter à s'auto-limiter. Pour les autres partis, le Palais a laissé faire et, devant un champ inhabituellement libre, les ténors (USFP, Istiqlal) ont cafouillé. Troisième signe distinctif, au lieu de traiter avec des agents de partis ou de noyauter les structures, il se tourne vers les ONG, favorise des technocrates partisans ou apparentés et décide de consacrer la régulation du champ partisan par un texte de loi. Mohammed VI serait-il un pur libéral ? Pas tout à fait. *"Il sent qu'il a de plus en plus besoin de moyens de régulation à deux niveaux. Pour garder l'USFP d'El Yazghi au gouvernement et s'assurer que la voie ouverte aux islamistes modérés du PJD n'est pas semée d'embûches"*, explique ce spécialiste. Au vu de ses interventions éparses, l'entourage du roi actuel semble avoir deux priorités : maintenir Al Adl Wal Ihsane hors jeu, tant qu'il n'a pas fait des concessions pour accepter les jeux d'équilibre du système et éviter d'intégrer les partis aux thèses radicales. En résumé, seul le PJD, parmi les partis officiellement dans le circuit, fait l'objet d'une attention particulière. Quant aux autres, ils jouent le jeu.

Mohammed VI

Fouad Ali El Himma

M. BOUCETTA (ISTIQLAL)


A. YOUSSOUFI (USFP)

quand, à l'approche des élections de 1984, Driss Basri lui offre, magnanime, de *"se porter candidat à Settat, pour lui garantir un siège au Parlement"*, dixit ce proche. Pour l'anecdote, ces mêmes élections, décidément surréalistes, voient par ailleurs un autre dirigeant de l'USFP, Fathallah Oualalou demander à Abdelouahed Radi : *"Je suis désigné dans une circonscription du Méchouar, je n'ai aucune chance de passer"*. Ce à quoi Radi, nous raconte cette source socialiste, répond par un cinglant : *"Mais tu n'a qu'à mettre une chéchia pour aller voir le fqih Regragui (l'intendant général de la chancellerie)"*…

Au Palais se déroule à la fin des années 80 une autre scène tout aussi significative avec le dirigeant du MP, Mahjoubi Aherdane. Le roi, convaincu d'avoir assagi toute la classe politique, songe à un gouvernement d'unité nationale. Surprise, Aherdane lui propose un nom indésirable, Bouazza Ikken (autrefois procureur à Casablanca, il aurait écrit une lettre irrévérencieuse à l'égard du roi). Le leader du MP n'en démord pas. Basri entre alors en scène et convie Mohand Laensер, poulain d'Aherdane, à orchestrer un putsch au sein du MP. Parallélement, l'humiliation royale donne un semblant d'élan aux survivants du mouvement national, qui soumettent un mémorandum au roi. La Koutla remonte timidement à la surface, Hassan II ne bronche pas vraiment, mais décide, malgré tout, de procéder à un relifting de la Constitution en 1992.

HASSAN II À BOUCETTA : "TU VEUX TE BATTRE ? TU SAIS BIEN QUE TU VAS PERDRE…"

Le consensus fabriqué (1993 - 2002)

Hassan II, de plus en plus malade, prépare l'avenir de la monarchie. Il désire associer les dirigeants de la Koutla à l'exercice, très partiel, du pouvoir. C'est le précieux Guédira qui se charge de la mission, sa dernière avant sa mort. Nous sommes en 1994 et Hassan II propose à Boucetta de devenir Premier ministre. Un proche du S.G de l'Istiqlal se souvient : *"Boucetta a refusé, officiellement parce qu'il exigeait le licenciement de Basri. Mais cela ne l'empêchait pas de le voir régulièrement, parce qu'ils étaient parents par alliance"*. Le fin mot, encore une fois, revient à Hassan II : *"Le roi dit à Boucetta : tu veux un affrontement direct entre nous deux ? Si c'est le cas, tu sais bien quelle en sera l'issue…"*. L'issue, finalement, voit le jour en 1998 quand, une année avant sa mort, Hassan II installe le gouvernement d'alternance sous la conduite de Abderrahmane Youssoufi. Les tractations, contrairement à ce qu'on pourrait croire, ne sont pas menées par Basri, mais par le conseiller royal André Azoulay et, sur un autre front, par le patron de la DGED, Abdellah Kadiri. *"Les amis de Basri étaient acquis. Le roi cherchait à rassembler les plus récalcitrants"*. Mais comment en était-il arrivé là ? Réponse de ce dirigeant du Wifak. *"En 1996, déjà, à la faveur de la nouvelle mouture de la Constitution, Hassan II était définitivement assuré que plus personne ne le contestait. Il ne voulait plus que faire appliquer ses choix politiques par ceux-là même qui étaient censés le combattre…"*. La Constitution de 1996 et l'Alternance de 1998 ont été les derniers tournants politiques du régne de Hassan II. Pour punir le seul parti (l'OADP de Mohamed Bensaïd) qui, sans rejeter la Constitution, ne la cautionnait pas pour autant, Driss Basri encourage passivement une scission interne qui allait aboutir à la création d'un nouveau parti : le PSD. En parallèle, le vizir voit d'un bon œil la fronde menée par son ami Thami Khyari au sein du PPS et lui offre la possibilité, à son tour, de créer un parti : le FFD. *"Khyari a créé un front,* raconte ce proche, *pour fédérer les déçus parmi les derniers socialistes. Il suggérait qu'il avait bon espoir de devenir un jour Premier ministre et de constituer, ainsi, une sorte d'alternance à l'alternance !"*. Khyari attend toujours…

À droite de l'échiquier politique, et à l'ombre de l'Alternance, Hassan II a toléré l'émergence de nouveaux partis. Le PJD, fruit d'une fusion entre les islamistes et le MPDC fantôme de Khatib. *"L'idée appartient autant à Basri qu'à Khatib,* note cet observateur. *Mais les deux n'ont fait que suivre, du mieux qu'ils pouvaient, la décision du roi de légaliser enfin un parti islamiste"*. Un autre parti voit le jour, le MDS de Mahmoud Archane. *"Il a été encouragé et ses performances électorales en 1997 ont été vivement souhaitées, de façon à ce que le MDS, voué à l'opposition au gouvernement d'alternance, équilibre davantage les forces en présence"*. Le RNI, pour sa part, continue de jouer le rôle pour lequel il a été créé, basculant tantôt à droite, tantôt à gauche, défaisant facilement les coalitions, assumant ainsi le rôle du "centre" tel que l'a imaginé Hassan II. Deux partis sont restés sur le carreau dans cette nouvelle configuration royale : le PND et l'UC. Le premier souffre toujours de l'image brouillée qu'il traîne depuis l'époque Dlimi. Le deuxième est perdu depuis la disparition de Maâti Bouabid et Abdellatif Semlali. *"Peu avant sa mort en 1997,* se souvient ce dirigeant UC, *Maâti Bouabid a réuni des proches pour leur dire : les amis, plus personne ne conteste les institutions du royaume, le libéralisme est défendu par les socialistes, il est temps qu'on passe, quant à nous, à autre chose"*. L'UC se demande encore quel sera cet "autre chose"…

Voilà, en gros, "l'équipe" avec laquelle Mohammed VI a conduit les premières élections de son règne, celles de 2002. Malgré l'émergence d'un nouveau dérivé du MP originel, l'UD de Bouazza Ikken, les derniers renforts sont aussi nombreux que peu influents (FC, ADL, etc.). *"Sans que cela soit clairement dit,* conclut ce proche du Palais, *il n'est pas exclu que le nouveau règne favorise l'émergence d'acteurs politiques issus de la société civile"*. Et c'est reparti pour un tour.